

LE CAPITALISME NE S'EFFONDRE PAS TOUT SEUL : AIDONS-LE !

BULLETIN PUBLIÉ PAR LE REZO-ANTI-K

Le Termite

N° 13

Novembre 2009

PRIX LIBRE

EDITO

Travail aliéné

Le patron de France Télécom a parlé d'une « mode ». Le suicide sur le lieu de travail, moyen ultime d'échapper à la pression des managers tout en les accusant, les salariés de Renault l'ont expérimenté aussi, deux ans plus tôt. Quand le capitalisme vacille et sombre dans la crise, l'inhumanité et l'absurde de ses valeurs comme de son fonctionnement n'en apparaissent que de façon plus flagrante.



Pour maintenir des taux de profits extrêmement élevés pendant près de deux décennies, le capital financier a planifié le renforcement de l'exploitation et donc de l'aliénation du travail. A la mainmise sur les corps est venue s'ajouter le contrôle sur les cerveaux, les idées, les préoccupations et les désirs des travailleurs. Le démantèlement des concentrations industrielles a permis celui des structures militantes et de la culture ouvrière qu'elles portaient. Aux valeurs de solidarité, d'égalité, d'émancipation sociale, le capitalisme a substitué celles de la réussite individuelle, de la sécurité et de la consommation,

saupoudrées ces derniers temps de « développement durable », « équitable » et « citoyen ».

Mais le capitalisme a aussi touché au plus intime. Par la réorganisation du travail, il a fait du travailleur l'acteur coopératif de sa propre exploitation. L'aliénation du sujet n'est plus seulement qu'il est contraint de produire des choses qui lui échappent, suivant des normes qu'on lui impose. Elle est aussi qu'il participe plus activement [suite page 2]

Vous voulez contribuer au Termite ?

N'hésitez pas à envoyer vos contributions, informations, coups de gueule, dates, illustrations, bandes dessinées, etc.
à l'adresse :

bulletin-rezo-antik@nancy-luttes.net

à cette contrainte, que cette contrainte est un contrôle accru, et qu'il la renforce en tant que consommateur. Jusqu'au moment où il disparaît, broyé par cette machine qu'il a lui-même contribué à actionner.

Les managers, les DRH et autres consultants, qui pensent et organisent cette aliénation renforcée pour extorquer toujours plus de plus-value, ces gens-là sont des criminels de guerre : ce sont les criminels de la guerre sociale que la classe dirigeante mène contre l'humanité entière, et dont les suicidés du travail sont les victimes les plus visibles. Il faut les traiter comme tels.

Nécrologie patronale



On a appris le 22 avril 2009 le suicide du directeur financier de Freddie Mac, aux USA. David Kellermann, directeur financier et vice-président de Freddie Mac, a été découvert mort, par son épouse dans sa maison de Vienna (Virginie, Est), a indiqué une porte-parole de la police, Shelley Broderick. Le décès fait l'objet d'une enquête. Néanmoins, le directeur général par intérim de Freddie Mac, John Koskinen, a déclaré que "son extraordinaire éthique au travail et son intégrité ont inspiré tous ceux qui ont travaillé avec lui. Mais il restera surtout dans les mémoires pour son affabilité, sa chaleur personnelle, son sens de l'humour et son esprit vif". Un financier avec toutes ces qualités ? Mort de rire. Et pas de doute : « Everybody loves you when you're dead. »

« Être rentable, ça se travaille »

Sans emploi depuis plusieurs mois, une jeune femme que nous appellerons F a reçu le mois dernier une étrange lettre. Pour vous lecteurs, le Termite a été recueillir son témoignage sur le terrain.

Termite : Salut F. Alors donc le mois dernier tu as reçu un courrier du pôle emploi ?

F : Salut le termite. Oui, j'ai reçu un courrier du pôle emploi, un mardi, me demandant de me pointer à une demi-journée de formation le lendemain, le

mercredi. Ce qui est bizarre déjà, c'est que si tu peux pas aller à la formation, tu dois prévenir 48 heures à l'avance sous peine d'être radié des listes des demandeurs d'emploi. Alors faut m'expliquer comment tu fais pour prévenir 48 heures à l'avance quand tu reçois le courrier la veille... Si c'est pas fait pour radier les gens des listes, ça...

Termite : Et donc pour faire diminuer le nombre de chômeurs dans les statistiques ?

F: Exactement. Et ça doit pas être un hasard. Ça doit être répandu comme pratique. T'imagines ça à l'échelon national ? En tout cas, tous les gens convoqués à cette formation avaient été prévenus la veille.

Termite : Et la lettre t'était adressée par le pôle emploi ?

F : Oui. Et ça c'est le deuxième truc bizarre : c'est le pôle emploi qui envoie la lettre de convocation, à un « atelier » fait par l'AEFTI. Et l'AEFTI est un organisme de formation qui touche donc sûrement du blé public pour faire ce taf. C'est lucratif pour certains, le chômage. Bon, donc le jour de la formation, quand je me suis pointée, on a tous protesté sur le fait qu'on avait reçu le courrier la veille. La formatrice, ça l'a un peu tendue... Évidemment elle nous a répondu que c'était pas de sa faute, qu'il fallait voir ça avec le pôle emploi puisque c'était eux qui avaient envoyé la lettre. CQFD.

Termite : Classique. Et l'atelier, c'était cool ?

F: Tu parles... Ouais, si, deux ou trois conseils dont j'ai pu tenir compte. En fait c'est un atelier où on t'apprend à faire ton CV et ta lettre de motivation. Ils ont des beaux modèles et tout... Moi, mon CV il était presque nickel, donc j'ai changé un truc sur le conseil de la formatrice, et d'autres trucs non. Je dis presque nickel, c'est pas pour me la péter, c'est parce que j'utilise ce CV depuis trois ans. Dans ma formation, je me suis dégoté les stages que je souhaitais avec ça, j'ai fait pas mal d'entretiens, et on m'a jamais rien dit de négatif à propos de mon CV, c'est tout. Ceci dit, l'organisme est payé pour trois heures de formation, moi j'étais dehors au bout d'une heure et demie. Mais bon, tant mieux, sinon... *(rires)*

Termite : Ouais, donc en fait ils te font croire que le problème c'est peut être toi et ta façon de « te vendre », ton CV et ta lettre de motiv' ?

F : Complètement. Alors qu'en fait c'est le marché de l'emploi qui est complètement bouché avec les gros patrons qui licencient comme des gorets. Mais la formatrice, elle te le dit texto : elle te dit qu'avec un bon CV et une bonne lettre de motiv', c'est nettement plus facile. Et le pire c'est que c'est un organisme extérieur qui est payé pour te faire entrer dans cette logique-là. Payé par le pôle emploi. Je dis pas, y a peut-être des gens à qui ça sert, des gens qui galèrent à rédiger leur CV ou leur lettre de motiv'. Mais quand même, c'est pas le fond du problème. Ça sent le foutage de gueule. Comme ça le gouvernement pourra dire qu'il fait quelque chose. Et alors en plus si ça lui permet de radier des chômeurs de la liste des demandeurs d'emploi, c'est jackpot. Je sais pas, imagine, t'es chez tes parents pour quelques jours, ou je sais pas quoi d'autre, ben tu rentres quelques jours après et tu trouves ça dans ton

courrier, t'es radié. Avec de la chance tu te fais faire un certificat médical et tu vas gueuler au pôle emploi pour qu'ils te remettent sur les listes. Des fois ça marche.

Termite : Ouais, le système est bien huilé. Bien pensé, bien organisé.

F : Oui. Et quand t'as des potes chômeurs aussi, t'en entends plein des histoires comme ça. Ah tiens, dans le courrier du pôle emploi, ils écrivent : « Ces dernières semaines, vous avez été confronté au marché du travail et vous réalisez à quel point être efficace dans sa recherche d'emploi nécessite une organisation. » Donc t'as beau être au chômage, déjà tu galères, en plus on te demande encore d'être efficace, organisé et surtout disponible 24 heures sur 24. Y a pas à chier, être rentable ça se fait pas comme ça, ça se travaille, ça s'apprend. (*rires*) Heureusement qu'ils nous aident, quand même.

Termite : C'est sûr ! En tout cas merci F.

F : Pas de quoi.



Jurisprudence

Deux militants de Greenpeace ont été relaxés par la 23ème chambre du tribunal correctionnel de Paris pour avoir refusé un prélèvement ADN à la suite d'une condamnation pénale pour une action au sein d'une centrale nucléaire en 2003. Les deux militants poursuivis avaient été convoqués au commissariat en juin 2009 en vue dudit prélèvement. Face à leur refus (délit pénal passible d'un an de prison – article 706-55 du code pénal), ils ont été placés en garde à vue et déférés au Ministère Public qui a décidé de les poursuivre en comparution immédiate. Or le tribunal a consenti que le prélèvement ne peut être effectué que dans l'année qui suit la condamnation définitive, jusqu'à présent, le procureur de la République pouvait passer outre et demandait d'effectuer des prélèvements à tout moment. Cette nouvelle jurisprudence met un terme à ces dérives en encadrant précisément le délai au cours duquel ce prélèvement peut être effectué.

Objectif 10 juillet

Délire sécuritaire médiatique et législatif, répression du mouvement social, répression de militants en résistance, chasse aux travailleurs immigrés sans-papiers, emprisonnement dans des camps (dits « centres de rétention »), soutien aux églises, et maintenant « grand débat » sur l'identité nationale : on ne peut pas dire que les libertés progressent sous le règne de Sarkozy.

Le gouvernement rencontre-t-il une opposition ? Si certains socialistes affichent aujourd'hui leur soutien à des familles de sans-papiers, le PS au pouvoir en a expulsés des dizaines et restait, jusqu'à il y a peu, opposé à toute régularisation massive. Le PS est aussi à l'origine d'une bonne partie de l'attirail répressif existant, avec l'adoption de la LSQ (loi sur la sécurité quotidienne) en novembre 2001. Sans compter la campagne électorale sécuritaire de Jospin en 2002 et celle sur le thème de la patrie et de la famille par Royal en 2007 (campagnes qui leur ont valu le succès que l'on sait...).

Avec l'histoire de l'identité nationale du ministre Besson, ex-socialiste de plus en plus national, on tient certainement le meilleur condensé de la connerie politique du moment. Le guide pour la conduite des débats locaux envoyé aux préfets comporte une série de questions dont certaines confirment l'encrassement idéologique et culturel de ceux qui nous gouvernent. Constatez plutôt :

« Pourquoi nous sentons-nous proches des autres Français, même sans les connaître ?

- Est-il désormais impossible ou inutile de parler de nation, de patrie, d'identité nationale ?
- Comment se manifeste la fierté d'être Français ?
- Comment imposer le respect des symboles de la Nation ? »

Alors pourquoi tout ça ? Ils ont un objectif secret : l'objectif 10 juillet. Vous ne voyez pas ? Au rythme où ils vont, le 10 juillet 2010 ils seront à la hauteur pour commémorer avec splendeur les 70 ans du régime de Vichy.



C'est pas toujours les meilleurs qui partent les premiers

On apprend le 24 mai 2009 que le maire UMP de Saint-Cyprien, Jacques Bouille, incarcéré depuis fin 2008 pour "prise illégale d'intérêts et corruption", s'est suicidé à la prison de Perpignan, où il était en détention provisoire. Maire depuis 1989 de la cité balnéaire de Saint-Cyprien, conseiller général et ancien secrétaire départemental de l'UMP, M. Bouille, qui était médecin, avait été mis en examen et incarcéré en décembre 2008 pour "blanchiment, corruption par personne exerçant un mandat électoral, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, détournement de biens publics, entrave à la manifestation de la vérité, subornation de témoins, faux et usage de faux". Parmi les dix autres personnes poursuivies, dont deux ont été placées en détention, figure l'épouse du maire, Marie-Antoinette Bouille (ça ne s'invente pas), mise en examen avec un adjoint au maire, Marc Blasco, pour "complicité et recel" des délits pour lesquels Jacques Bouille était poursuivi. Le directeur général des services de la mairie et directeur de l'office de tourisme, Francis Montor, a également été mis en examen pour détournement de biens publics, complicité de corruption et prise illégale d'intérêts et placé en détention début avril.

Qui profite de la ruine du service public d'éducation ?

Des effectifs de plus en plus importants (celui de 35 élèves par classe devenu la règle tend même à être dépassé), disparition progressive des groupes, de l'aide personnalisée, dispositifs d'accompagnement sortis du temps scolaire, rognage progressif de la formation des enseignants, disparition des IUFM et du stage en situation, recours de plus en plus massif à des enseignants précaires, réduction des heures d'enseignement... Petit à petit, plutôt que de rendre le service public d'éducation plus efficace et plus égalitaire, les impératifs de diminution des dépenses publiques que les gouvernements successifs se fixent comme priorité tendent à inciter certaines familles à se tourner vers des prestataires de service privés pour surmonter les difficultés qu'éprouvent les élèves. Mais l'incitation est aussi financière puisque l'Etat accorde aux familles une déduction fiscale entrant dans le cadre du recours aux services à la personne.

Les grands bénéficiaires de cet effet sont les sociétés privées de soutien scolaire comme Complétude, le Cours Legendre ou encore Acadomia. Cette dernière société anonyme cotée en bourse affiche un chiffre d'affaire en constante progression (de 19 millions d'euros en 2004 elle atteint aujourd'hui 37 millions d'euros). Ces sociétés s'étaient déjà illustrées en montrant à quel point elles sont peu regardantes sur les compétences des « profs » qu'elles engagent, en réalité le plus souvent des étudiants recrutés sous statut précaire et à bas coût auxquels on demande de se faire passer pour des enseignants certifiés auprès de la clientèle. Et cette pratique risque bien d'augmenter en même temps que l'augmentation du nombre de candidats déçus aux concours de l'Éducation Nationale, une augmentation consécutive de la politique de suppression de postes.

Aujourd'hui c'est avec un nouveau coup marketing qu'Acadomia s'illustre en proposant le programme « bachelier ou remboursé ». On attend de le voir proposé en tête de gondole dans votre hypermarché favori. L'offre est alléchante mais n'en reste pas moins onéreuse puisque les familles devront déboursier près de 3000€. Et Acadomia ne s'aventure pas trop à en proposer le remboursement car cette société ne risque pas de devoir rembourser grand monde. D'abord parce que son patron, Philippe Coléon, reconnaît que « les mauvais élèves ne sont pas la clientèle habituelle d'Acadomia »*. C'est pourtant en versant une larme sur ceux-ci que sa publicité lance sans scrupules : « Nous nous sommes mis à la place des 14% de bacheliers qui ont échoué et de ceux qui ont tremblé ». Ensuite parce que sur les 2940€ avancé par les familles ce ne sont que 1600 qui seront remboursés (la différence après déduction fiscale). Il y a donc fort à parier qu'Acadomia se soit débrouillé pour se dégager des 1340€ acquis un bénéfice suffisant... versé par le contribuable !

Heureusement pour nous, notre Ministre s'est ému à la découverte de cette publicité scandaleuse en s'exclamant « le bac n'est pas à vendre ! »*. Le bac peut-être pas, mais le service public d'éducation... oui ! Car ce sont bien ces parasites capitalistes qui s'engraissent quand, les uns après les autres, les ministres de l'Éducation Nationale rognent la qualité de l'enseignement, mais aussi qui attendent avec impatience que s'effondrent les derniers remparts empêchant ce secteur d'être complètement marchandisé.

* lu dans *Le Monde* du 23 septembre 2009.



Nécrologie patronale bis



Il est clair qu'en société capitaliste le travail mène très souvent au désespoir. Certains se suicident comme à France Telecom. D'autres inaugurent des portes de sorties différentes. Ainsi, le 30 octobre à Toulouse, le patron d'une société toulousaine et son fils ont été abattus par un employé, au fusil de chasse. Le double homicide a eu lieu vers 7 heures du matin dans une société sous-traitante de l'entreprise de transports et messagerie UPS, dans la zone industrielle de Fondreyre, au nord de la périphérie toulousaine. Visiblement, l'employé avait des raisons d'en vouloir au patron. La presse indique que « L'employé auteur des coups de feu était démissionnaire et devait effectuer vendredi son dernier jour de travail, a-t-on appris de source proche de l'entreprise. » L'aurait-on poussé à démissionner ? Rhoooo, mauvaise langue.

L'Appel d'outre-tombe

« Le savoir et le vouloir »

« Si les ouvriers d'une usine voulaient mettre en question l'ordre existant, ils se heurteraient à la police et, si le mouvement se généralisait, à l'Armée. On sait, par l'expérience historique, que ni la police ni l'Armée ne sont imperméables face à des mouvements généralisés ; et peuvent-elles tenir contre l'essentiel de la population ? Rosa Luxemburg disait : "Si toute la population *savait*, le régime capitaliste ne tiendrait pas 24 heures." Peu importe la résonance "intellectualiste" de la phrase : donnons à *savoir* toute sa profondeur, lions-le au *vouloir*. N'est-elle pas vraie d'une vérité aveuglante ? Oui et non. Le oui est évident. Le non découle de cet autre fait, également évident, que le régime social *empêche* précisément la population de savoir et de vouloir. A moins de postuler une coïncidence miraculeuse de spontanités positives d'un bout à l'autre d'un pays, tout germe, tout embryon de ce savoir et de ce vouloir qui peut se manifester en un endroit de la société est constamment entravé, combattu, à la limite écrasé par les institutions existantes. C'est pour cela que la vue simplement "psychologique" de l'aliénation, celle qui cherche les conditions de l'aliénation exclusivement dans la structure des individus, leur "masochisme", etc., et qui dirait à la limite : si les gens sont exploités, c'est qu'ils

veulent bien l'être, est unilatérale, abstraite et finalement fausse. Les gens sont cela *et* autre chose, mais dans leur vie individuelle le combat est monstrueusement inégal, car l'autre facteur (la tendance vers l'autonomie) doit faire face à tout le poids de la société instituée. (...) Le savoir et le vouloir ne sont pas pure affaire de savoir et de vouloir, on n'a pas affaire à des sujets qui seraient volonté pure d'autonomie et responsabilité de part en part, s'il en était ainsi il n'y aurait aucun problème dans aucun domaine. Ce n'est pas seulement que la structure sociale est "étudiée pour" instiller dès avant la naissance passivité, respect de l'autorité, etc. C'est que les institutions sont là, dans la longue lutte que représente chaque vie, pour mettre à tout instant des butées et des obstacles, pousser les eaux dans une direction, finalement sévir contre ce qui pourrait se manifester comme autonomie. C'est pourquoi celui qui dit vouloir l'autonomie et refuse la révolution des institutions ne sait ni ce qu'il dit ni ce qu'il veut. »

Cornelius Castoriadis, *L'Institution imaginaire de la société* (Editions du Seuil, 1975).



Les anciens numéros du Termite

sont archivés et disponibles en ligne sur
<http://nancy-luttes.net/Rezo-antiK/>

Soit belle et convertis-toi!

Kadhafi a payé une agence pour recruter des *"femmes de 18 à 35 ans, 1m70 au minimum, belle présentation, pas de mini-jupes, pas de décolletés"*. Celles-ci étaient payées 60€ la soirée sans savoir ce qui les attendait. Arrivées au point de rendez-vous, légère déception : il ne s'agit pas d'un gala ou d'un congrès médical ! Au bout d'une heure d'attente, leur patron de la soirée arrive : Kadhafi. Celui-ci leur parle pendant 60 minutes de **l'Islam, l'Occident et la condition féminine... à sa sauce. Beau programme ! Pour finir par des paroles telles que** : *"Dommage qu'au Proche Orient, les femmes soient perçues comme des meubles, je suis très attaché à la condition féminine (...) Venez donc en Libye, ça me ferait plaisir que de jolies femmes comme vous visitent mon pays (...) Convertissez vous à l'Islam"*. Et un petit cadeau à la sortie : le Coran et un recueil de citations écrit par le président libyen en 1975.



C'est pas la crise pour tout le monde !

Le ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux, a balancé début novembre (devant la commission élargie de l'Assemblée nationale qui l'auditionnait sur le budget 2010 de la "mission sécurité") que ce budget permettrait de recruter 10 754 policiers et gendarmes. Ce budget est de 16,4 milliards

d'euros. Imagine le nombre de bouches à nourrir avec un pactole pareil. Ce budget sécurité est en hausse par rapport à celui de 2009. Ça se décompose en 8,7 milliards d'euros pour la police et 7,6 milliards pour la gendarmerie, permettant de recruter « 4 240 personnels dans la police et 6 514 dans la gendarmerie », a indiqué le sinistre ministre. C'est qu'il va en falloir des condés pour frapper sur les grévistes, les émeutiers, les sans-papiers, les lycéens, les étudiants, les chômeurs, les terroristes d'ultra-gauche, les banlieusards, les retraités...

Malheureusement, en raison de la révision générale des politiques publiques (RGPP), la police perdra dans le même temps « 1 390 postes équivalents temps plein et la gendarmerie 1 354 ». On pleurerait presque. Mais le parti socialiste veille au grain en la personne de Delphine Batho qui s'est exprimée pour le groupe socialiste. Elle a donc souhaité « stopper la RGPP pour les forces de sécurité », en soulignant que les effectifs de police passeraient d'aujourd'hui « 146 000 à 138 000 en 2014 ». Le groupe socialiste a déposé un amendement en ce sens. Avis donc à ceux qui pensaient voter pour la gôche aux prochaines élections, en braillant à tue tête que la peste vaut mieux que le choléra.

Le ministre Hortefeux a par ailleurs rappelé que l'aide de l'Etat, apportée aux collectivités locales pour leur partenariat en matière de vidéosurveillance, allait passer « de 12 millions d'euros en 2009 à 20 millions d'euros en 2010 ». Elle est pas belle la vie ?



AFFICHEZ VOS IDEES

GRAND CONCOURS DE L'HIVER

1 Termite acheté
VU à la TV!
1 Termite offert

Gagnez
l'édition de
votre
autocollant en

100 000
EXEMPLAIRES

et sa
parution
dans

Le TERMITE*

LE THÈME EST :
LE CAPITALISME ET L'ETAT

LA PROCLAMATION DES RÉSULTATS DU CONCOURS D'AUTOCOLLANTS DU TERMITE AURA LIEU LE 20/02/2010 (SUR LE SITE : [HTTP://WWW.NANCY-LUTTRES.NET/REZO-ANTIK/](http://www.nancy-lutttes.net/rezo-antik/)) PAR UN JURY EXPÉRIMENTÉ. VOS OEUVRES SONT À ENVOYER JUSQU'AU 10/01/2010 À : ANTIK@NANCY-LUTTRES.NET .

*PEUT-ÊTRE!